



Fir d'Kanner a Latäinamerika

PNP
AKTUELL

Informationsblatt vun Nouvelle PNP - Fir d'Kanner a Latäinamerika

Nummer 3+4/2019

Offset imprimerie C. A. Press Esch-sur-Alzette





Argentine

Paraguay

Pérou

Nouvelle PNP a.s.b.l.

Fir d'Kanner a Latäinamerika

agréée par le ministère de la Coopération

Bureau: 12, boulevard J. F. Kennedy – L-4930 Bascharage

ouvert du lundi au vendredi de 8 à 11.30 heures et sur rendez-vous

téléphone: (+352) 50 23 67 – fax (+352) 50 49 59

adresse postale: b.p. 100 – L-4901 Bascharage

courrier électronique: info@npnp.lu

Internet: www.nouvellepnp.lu

CCPL: IBAN LU11 1111 2308 4380 0000

BCEE: IBAN LU85 0019 1855 5910 8000

BIL: IBAN LU83 0022 1736 9326 8800



Sommaire PNP aktuell 3+4/2019

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Le mot du président | 3 |
| Meilleurs voeux | 4 |
| La pauvreté augmente en Argentine | 5 |
| Kindergarten „Virgencita de Lujan“ in Buenos Aires: Allen Bedürftigen nach bestem Können helfen | 7 |
| Nos projets en Amérique latine | 11 |
| Comment soutenir notre ONG? | 12 |



Conseil d'administration

Henri HIRTZIG, président

Marc WILLIÈRE, vice-président

Guy QUEUDEVILLE, secrétaire général

Robert BERG, trésorier

Renée SCHLOESSER, membre

Gérard GEBHARD, membre

Secrétariat

Nicoletta RAGNI, responsable des projets

Leli SALAS DOMINGUEZ, gestionnaire des projets

Marie-Paule MORIS-MOES, secrétaire administrative et comptable

Chers lecteurs,

ce numéro de notre «PNP aktuell» vous parle de l'Argentine. Hector Valdés, notre directeur des projets, a rédigé un article sur le jardin d'enfants à Buenos Aires en Argentine, institution qui fonctionne depuis le 7 janvier 1967 et premier projet de «Pro Niños Pobres». Cet article sera le dernier écrit par Hector. En effet notre directeur des projets est parti à la retraite le 31 juillet 2019. Hector est né au Chili, à Villa Allegré. Il y a fait ses études secondaires et universitaires. Fuyant la dictature, il s'est établi avec sa famille en Belgique. Il a pris la nationalité belge et il a repris ses études universitaires à l'UCL à Louvain-la-Neuve. Après plusieurs projets en Belgique, il est retourné au Chili. Pendant la période 1994 à 1999 il a été chargé des projets de l'ONG Ceppac à Santiago de Chile. Depuis cette époque il était en contact étroit avec «Pro Niños Pobres» qui a soutenu des programmes adressés aux enfants travailleurs et de formation à l'emploi pour les femmes des quartiers populaires de la banlieue sud de Santiago, programmes réalisés par l'ONG Ceppac.

Hector Valdés était directeur de nos projets à partir du 1^{er} avril 2000. Le conseil d'administration de «Pro Niños Pobres» et par après «Nouvelle PNP», nos donateurs fidèles et surtout les bénéficiaires des nombreux projets qu'il a initiés, suivis et réalisés sur tout le continent latino-américain lui doivent admiration, respect et gratitude pour son engagement, sa ténacité et sa compétence pendant cette longue période passée au service des enfants et adolescents de l'Amérique latine. Un grand merci! Bonne retraite Hector!

Nicoletta Ragni a été notre secrétaire des projets et par après co-responsable des projets. A la retraite de Hector Valdés elle allait prendre sa relève comme responsable des projets. Nicoletta est partie en congé de maternité à partir du 16 octobre 2019 et par après elle prendra son congé parental. Après la naissance de son bébé, elle reprendra ses activités en septembre 2020. Bonne chance Nicoletta!

Leli Salas Dominguez sera notre gestionnaire des projets pendant l'absence de Nicoletta. Leli est née à Ancash au Pérou. Elle a travaillé comme assistante des projets (suivi administratif et financier de projets cofinancés par le ministère) pour deux ONGs luxembourgeoises et comme responsable des projets pour une autre ONG. Grâce à ces travaux elle a appris la maîtrise, la conception stratégique, l'éla-

boration, la gestion intégrale et l'exécution de projets de développement. Leli a aussi de l'expérience dans le secteur social, ici au Luxembourg. Comme elle a grandi au Pérou, elle a les connaissances générales et spécifiques concernant la situation en Amérique latine qui lui permettent d'accomplir sa tâche avec précision et compétence. Leli a rédigé pour «PNP aktuell» un premier article sur la situation actuelle en Argentine. Leli, nous te souhaitons la bienvenue!

A propos projets! Les lecteurs de notre «PNP aktuell» ont sûrement remarqué que le nombre de nos projets a été réduit de façon drastique. De cinq qui étaient initialement prévus on a dû annuler un projet au Pérou parce qu'il ne présentait pas les garanties nécessaires pour une réalisation cohérente, efficace et correcte. Cette réduction a deux raisons.

En premier lieu les impératifs financiers nous ont forcés de faire une prévision prudente sur une période de quatre années. Prévision qui pourrait s'avérer trop prudente!

D'autre part nos projets doivent se focaliser à l'avenir sur les droits de la personne. C'est le fameux code 15160 qui préconise d'élaborer de programmes concernant les droits de la personne, ciblés sur des groupes particuliers comme les enfants, les individus en situation de handicap, les migrants, les minorités ethniques, religieuses, linguistiques et sexuelles, les populations autochtones et celles qui sont victimes de discrimination de caste, les victimes de la traite d'êtres humains, les victimes de la torture. Beaucoup de nos partenaires actuels ont eu des problèmes pour finaliser des projets qui ne sont plus axés sur les besoins mais sur les droits de la population cible.

Dans le but d'offrir des perspectives d'avenir à des jeunes en Amérique latine, nous réalisons actuellement des programmes ensemble avec Callescuela à Asunción au Paraguay, Connats à Ciudad del Este au Paraguay, Cesip à Lima au Pérou et Madre Tierra à Buenos Aires en Argentine.

Grâce à ces programmes nous avons pu obtenir jusqu'à présent des résultats encourageants. Nous allons poursuivre notre politique du développement durable en faveur des enfants, des adolescents et de leurs mères en Amérique latine!

Henri Hirtzig, président



En 1983 «Pro Niños Pobres» a organisé sa première «Chrëschtaktioun». L'édition de l'année 2018 a été la dernière, car le conseil d'administration de «Nouvelle PNP» a décidé d'arrêter notre action de Noël.

Le conseil d'administration dit un grand merci à toutes les paroisses qui ont soutenu ses projets pendant cette longue période.

Nous les remercions chaleureusement et de tout coeur pour leur engagement solidaire en faveur des plus démunis en Amérique latine, les enfants et adolescents en grand risque social.

**D'Kanner a Latäinamerika an d'Memberen vum Conseil
a vum Bureau vun der ONG „Nouvelle PNP“
wënschen hire Frënn an Donateurs**

**eng schéin Adventszäit,
e geseente Chrëschttag
an e glécklecht neit Joer 2020**

**Si soe merci fir all Ennerstëtzung an hoffen op weider Mathëllef,
fir datt et virugeet a Latäinamerika.**

Argentine

La pauvreté augmente

La situation économique du pays ne s'est toujours pas améliorée

L'Argentine, vingt-quatrième puissance économique mondiale et troisième de l'Amérique latine (après le Brésil et le Mexique), pendant la première moitié du 20^e siècle, est aujourd'hui considérée comme un pays émergent. Ces dernières décennies l'Argentine a connu de nombreuses crises économiques. Pour comprendre la situation actuelle de l'Argentine, il faut tout d'abord comprendre le contexte historique du pays. Après avoir vécu une dictature entre 1976 et 1983, le pays a commencé à se remettre peu à peu avec l'arrivée de la démocratie. Cependant, la crise des années 1998 et 2002 a ralenti ce progrès. Les conséquences de cette grave crise ont conduit à une polarisation entre riches et pauvres et ont frappé surtout les enfants des familles plus pauvres. Ils souffrent toujours de discrimination et de la violation de leurs droits fondamentaux.

Dans ce contexte, en 2003, Nestor Kirchner est élu président; par après son épouse continue «le modèle K» avec une politique qui est caractérisée par l'interventionnisme de l'Etat notamment dans le domaine économique (accroissement de l'investissement public, étatisation d'entreprises privées) et une politique d'inclusion sociale volontariste permise par les redistributions de la manne agricole. L'action gouvernementale a obtenu des résultats significatifs en matière de réduction de la pauvreté et du chômage.

Le pays a bénéficié dans les années 2000 d'une croissance forte et stable (7,5 % en moyenne par an de 2003 à 2011), soutenue par la demande interne et les exportations de pro-

duits agricoles. Après le net ralentissement de ces dernières années (1,5 % en 2012; 3 % en 2013), le pays est entré en récession en 2014 (-2,5 %).

Madame Kirchner ne pouvait plus se représenter aux élections présidentielles en 2015.

Le 22 novembre 2015, inédit dans l'histoire de l'Argentine, les Argentins se sont prononcés en faveur de Mauricio Macri. Élu de justesse, il proposait de changer la donne et surtout de redonner un nouveau souffle au pays, qui souffre depuis la grave crise financière de 2001.

L'administration Macri a adopté de nombreuses mesures économiques afin de redresser le pays et de retrouver la confiance des investisseurs étrangers.

Cependant, la récession continue jusqu'en 2016 (-2,3 %). En 2017 (+2,8 %), la croissance par contre revient. L'économie argentine est à nouveau en récession depuis le second trimestre 2018. Le peso s'est déprécié de 20 % ces trois dernières semaines, et la Banque centrale a perdu plus de 12 milliards de pesos de ses réserves, rien qu'en 2018, l'inflation a atteint 48 %, et 2019 a démarré tambour battant. En trois



«Nouvelle PNP» s'occupe en premier lieu des mères et des enfants.

ans et demi d'administration Macri, les prix des aliments de base comme la farine et l'huile ont quadruplé; ceux du lait et du pain ont triplé, tout comme l'essence; l'électricité et le gaz ont augmenté de 2.000 %; et le prix du ticket de bus a été multiplié par six.

Ces variations dépassent largement l'évolution des salaires et expliquent l'augmentation de la pauvreté: + 32 % au deuxième semestre 2018. 41 % des enfants vivent en état de pauvreté structurelle, d'après un rapport de l'Université catholique argentine. Le dollar, qui, au moment du premier jour du mandat de Macri le 11 décembre 2015, était à moins de 10 pesos, se vendait le 30 avril 2019 à 45 pesos, avec des taux d'intérêt au-delà de 60 %, ce qui rend prohibitif tout crédit.

(Suite à la page suivante)

(Suite de la page précédente)

La situation sociale du pays est caractérisée par des tensions sous-jacentes constantes entre le gouvernement et les syndicats au sujet des réformes annoncées. En ce qui concerne la répartition des recettes de l'Etat, le pays est également divisé entre les autorités centrales et décentralisées (régionales, départementales et communales). Près du tiers de la population argentine vit en-dessous du seuil de pauvreté. Etant donné que l'accès à l'électricité et à l'eau dans les zones rurales n'est pas toujours garanti, les réseaux d'infrastructures nécessitent davantage d'investissements.

On constate donc que trois ans et demi après l'arrivée au pouvoir de Mauricio Macri, la situation économique de l'Argentine ne s'est toujours pas améliorée, et il paie ainsi, avec le revers électoral lors des élections primaires, son incapacité de lutter contre l'inflation.

Un autre problème, auquel la population doit faire face, est la préoccupation due à une hausse énorme voire radicale des niveaux des prix en général, un taux de chômage élevé ainsi qu'un seuil de pauvreté important (37 %). Les familles à faibles

revenus ont des difficultés à élever leurs enfants qui sont souvent victimes de maltraitance, notamment d'abus sexuel.

La pauvreté affecte huit millions d'enfants. En 2017, 24,7 % des enfants en Argentine n'ont accès ni à l'eau ni aux sanitaires.

Les perspectives économiques de l'Argentine s'assombrissent depuis le 11 août avec la défaite cuisante du président libéral Mauricio Macri aux élections primaires. L'inflation en Argentine devrait être de 55 % et le PIB devrait chuter de 2,5 % en 2019, selon les dernières estimations publiées par la Banque Centrale du pays sud-américain. L'institution financière tablait auparavant sur une inflation de 40 % et une récession de 1,4 %.

D'ici à la fin 2020, le panorama économique est très compliqué. Le futur président Alberto Fernandez n'a pas d'autre solution que de travailler avec le Fonds Monétaire International, sinon le pays s'isole complètement du monde. Le remboursement de la dette et de ses intérêts dépendra beaucoup des négociations du futur gouvernement et de l'attitude du FMI. «Ce qui est sûr c'est que 2020 va être une année très difficile

économiquement et socialement», prédit Mercedes d'Alessandro. (1) Le candidat péroniste de centre-gauche Alberto Fernandez a remporté le 27 octobre dernier l'élection présidentielle en Argentine au premier tour, devant le président sortant libéral Mauricio Macri.

Le président sortant achève son mandat au milieu de la pire crise économique que l'Argentine a vécue depuis 2001. En récession depuis plus d'un an, le pays connaît une inflation élevée (37,7 % en septembre), une dette massive et un taux de pauvreté en hausse (35,4 %, soit un Argentin sur trois).

Lors de son discours le vainqueur des élections avec plus de 48 % a dit: «Nous allons faire face à une période complexe, nous devons redémarrer l'Argentine dans un scénario très complexe, avec un endettement élevé. Pour la première fois pendant longtemps, nous avons encore entendu le mot faim dans ce pays».

Leli Salas Dominguez

(1) Mercedes D'Alessandro (Buenos Aires, 26 janvier 1978) est une économiste et écrivain argentin. Elle est titulaire d'un doctorat en économie à l'Université de Buenos Aires, où elle a mené une longue carrière d'enseignante. En 2015, elle a fondé le site Web Economy Femini(s)ta.



Après un programme d'amélioration des conditions d'habitat (notre photo), Nouvelle PNP met actuellement en place ensemble avec Madre Tierra un réseau communautaire de promotion et de protection des droits des enfants et adolescents à Buenos Aires.

In Argentinien begann der Einsatz von „Nouvelle PNP“ für die Kinder

Allen Bedürftigen nach bestem Können helfen

In Buenos Aires trotz des Projekts „Virgencita de Lujan“ der Krise und greift allen Mitgliedern der Gemeinschaft tatkräftig unter die Arme

Die Geschichte von „Pro Niños Pobres“ reicht zurück bis ins Jahr 1965, als Oblatenpater Victor Kirsch in einem Elendsviertel der argentinischen Hauptstadt Buenos Aires den Kindergarten „Nuestra Señora de Luxemburgo“ eröffnete. Dieses erste Projekt unseres Hilfswerkes hat bis heute Bestand, auch wenn sich der Name und die Ausrichtung in der Zwischenzeit geändert haben.

Bei seinem letzten Besuch als verantwortlicher Projektleiter von PNP in Argentinien stattete Hector Valdés im November 2018 dem Kindergarten „Virgencita de Lujan“ einen Besuch ab und sprach bei dieser Gelegenheit auch mit Patricia Valdez. Die Direktorin erzählte uns die neuesten Nachrichten aus der Schule und informierte über die ernste wirtschaftliche und soziale Lage Argentiniens.

Hector Valdés: Argentinien ist derzeit von einer sehr schweren Wirtschaftskrise betroffen, die schwerwiegende Auswirkungen auf das Leben der Bewohner hat. Wie macht sich das in Ihrer Nachbarschaft und in Ihrer Arbeit bemerkbar? Wie wirkt sich diese Krise auf die Kinder und Jugendlichen aus?

Patricia Valdez: Generell stellen wir fest, dass die Zahl der Schulabbrecher deutlich steigt und ein großer Teil der Kinder und Jugendlichen die Pflichtschulzeit nicht mehr abschließt. Eine kleine Ausnahme bildet dabei die Vorschulbildung, bei der die Teilnahme systematischer ist. Als Folge

der schweren Krise reicht in der Tat ein einziges Monatseinkommen nicht aus, um alle laufenden Ausgaben der Familien zu decken, so dass beide Elternteile gezwungen sind zu arbeiten. Diese Situation veranlasst Eltern, nach einem sicheren Ort zu suchen, an dem sie ihre Kinder während ihrer Abwesenheit zurücklassen können.

Eines der auffälligsten und offensichtlichsten Probleme ist der unglaubliche Anstieg der Preise und der Inflation, die bislang in diesem Jahr bereits bei 40 Prozent zu liegen scheint.

Ja, in der Tat ist die Inflation sehr, sehr hoch. In letzter Zeit erleben wir einen deutlichen, allgemeinen Preisanstieg. So sind zum Beispiel die Steuern, Lebensmittel, Benzin, alle Dienstleistungen, Strom, Wasser... in diesem Jahr bereits um mehr als 300 Prozent gestiegen! Auch wenn der Staat uns Subventionen gewährt, so reichen diese aber bei weitem nicht aus, um diesen allgemeinen Preisanstieg wettzumachen. Die große Unsicherheit bereitet uns Sorgen.

Auch in Luxemburg verfolgen wir sehr aufmerksam die Lage in Argentinien und stellen fest, dass diese Erhöhungen nicht erst in diesem Jahr begonnen haben, sondern zumindest schon vor zwei Jahren ...

Ja. Es ist unglaublich, aber die Preise steigen systematisch weiter, so als wäre vorher nichts passiert. Dies ist



Der Kindergarten „Virgencita de Lujan“ im Schatten der Pfarrkirche.

sehr beunruhigend. Der Preis des durchschnittlichen Lebensmittelkorbes steigt unaufhörlich, während andererseits die Löhne nicht mit dieser Entwicklung Schritt halten. Die Lage ist sehr ernst, vor allem für die Familien. Sie sind gezwungen, ihre Ausgaben immer weiter zu senken, und müssen oft sogar bei der Nahrung sparen. Nahrung ist aber kein Luxus, sie ist für uns alle, aber vor allem für die Kinder, für ihr Wachstum und ihre Entwicklung von entscheidender Bedeutung! Dadurch erhöht sich ihre Unsicherheit weiter.

Die Krise trifft unweigerlich auch unseren Kindergarten „Virgencita de Lujan“. Unsere Dienstleistungen sind ebenfalls vom Preisanstieg betroffen, und die wenigen Subventionen, die wir von der Autonomen Stadt Buenos Aires erhalten, reichen nicht aus, um alle geplanten Ausgaben zu decken.

(Fortsetzung auf der nächsten Seite)

(Fortsetzung der vorhergehenden Seite)

Aus der Presse haben wir erfahren, dass viele öffentliche Mittel gekürzt wurden. Ist Ihre Schule auch davon betroffen?

Bisher zum Glück nicht! Aber wir mussten unsere Ausgaben reduzieren. Die enorme Preissteigerung erlaubt uns zum Beispiel nicht, unser Budget anzupassen, das wir vor einigen Jahren bei der Entwicklung unseres Projekts und bei der Organisation unserer Struktur mit Kindergarten und Grundschule aufgestellt haben, um den Kindern aus unserem Viertel den Zugang zur Schule zu ermöglichen. Das bereitet uns Sorgen. Wir haben Probleme, um alle Dienstleistungen der Schule und insbesondere der Kantine sicherzustellen. Wir kämpfen aber weiter und geben unser Bestes, um unsere qualitativ hochwertigen Dienstleistungen aufrechtzuerhalten. So bietet z.B. unsere Ernährungsberaterin den Kindern eine ausgewogene Ernährung in der Kantine an. Den Familien erleichtern wir andererseits die Betreuung ihrer Kinder im Kindergarten und in der Grundschule.

Waren Sie aufgrund dieser Situation gezwungen, die Einschreibgebühren für die Schüler zu erhöhen?

Wir bieten den Familien eine Anmeldung zu einem reduzierten Preis im Vergleich zu anderen Schulen in der Umgebung an. Damit sollen die Familien ermutigt und befähigt werden, vom Vorschulalter an, aber auch während der Pflichtschuljahre auf eine Schulstruktur zurückgreifen zu können. Selbst mit dem Anstieg der Inflation haben wir unsere Anmeldegebühren nicht geändert. Auch wenn wir die Familien auf unsere finanziellen Schwierigkeiten zur Aufrechterhaltung der schulischen Grundversorgung hinweisen würden, würden sie immer noch nicht die wirtschaftlichen Bedingungen erfüllen, um höhere Gebühren zahlen zu können. Ein hoher Prozentsatz der eingeschriebenen Schüler erhält ein Stipendium, für einige sind es 100 Prozent und für andere 50 Prozent der Ausgaben. Aus diesem Grund ist es für uns undenkbar, von den Familien zusätzliche Beiträge zu verlangen.

Und kommen Sie dann in dieser prekären und instabilen Situation für die Kosten der Schule auf?

Die einzige öffentliche Unterstützung kommt wie gesagt von der Autonomen Stadt Buenos Aires, die unsere Personalkosten deckt. Die restlichen Verwaltungskosten werden

durch die Einschreibungsgebühren der Schüler und durch Zuwendungen unserer Pfarrei gedeckt.

Die Krise in Argentinien scheint auch noch einige Zeit anzudauern. Wie wollen Sie damit intern, aber auch mit den Eltern umgehen? Ist es möglich, andere Finanzquellen zu erschließen?

Da die Krise derzeit weit verbreitet ist, ist es praktisch unmöglich, andere Finanzierungsfonds als öffentliche zu finden. Wir versuchen nicht nur zu kämpfen und unser Bestes zu geben, sondern auch das Bewusstsein der Familien für die Bedeutung und die Rolle der Schule für die Entwicklung ihrer Kinder zu schärfen. Und wir unterstützen sie auch bei der Wahl der postprimären Schulen. Denn unser Ziel ist es, den Fortbestand der Bildungswege für die Kinder und Jugendlichen in unserem Viertel zu gewährleisten und zu fördern.

Wie erleben die Eltern diese schwierige wirtschaftliche Situation?

Alles ist in der Tat sehr kompliziert. Denn die Krise manifestiert sich nicht nur durch den Preisanstieg, sondern auch durch die Zunahme von Entlassungen und der Arbeitslosigkeit. So haben viele Eltern in den letzten Jahren ihren Arbeitsplatz verloren. Sie und auch diejenigen, die nur wenige Stunden gearbeitet haben, suchen nach Wegen, ihr Einkommen zu erhöhen, und nehmen dafür informelle, unsichere und schlecht bezahlte Jobs an. Diese Situation betrifft letztlich sowohl die Väter als auch die Mütter, die ebenfalls neue Arbeitsmöglichkeiten suchen mussten als Haushaltshilfe und/oder Patientenassistenten in Haupt- oder Ergänzungsarbeit, aber immer im informellen Sektor.

Die Menschen erhalten nicht nur niedrige Löhne, sie sind auch nicht kranken- oder unfallversichert und tragen nicht einmal zu ihrer sozialen



75 Kinder werden ganztags- und 175 weitere halbtags in der Schule betreut.

Absicherung im Ruhestand bei, was eine zusätzliche Unsicherheit für diese Familien in naher und ferner Zukunft mit sich bringt. Jeder ist sich bewusst, dass diese Situation nicht die ideale Lösung ist, und es besser wäre, einen formellen Arbeitsplatz zu haben; aber für die überwiegende Mehrheit der in der Region lebenden Familien ist dies die einzige Alternative zur Deckung ihrer elementaren familiären Bedürfnisse.

Wenden Sie immer das Kriterium der Priorisierung von berufstätigen Eltern an, um ihnen zu helfen, ihren Job zu behalten, und sie bei der Betreuung ihrer Kinder zu unterstützen?

Ja, natürlich! Und genau aus diesem Grund haben wir vor fünf Jahren beschlossen, Eltern die Möglichkeit zu bieten, ihre Kinder für den ganzen 7-Stunden-Tag anzumelden, um so die Bedürfnisse der Eltern besser zu erfüllen und ihre Kinder noch besser zu unterstützen. Darüber hinaus versuchen wir auch, die neuen sozialen Phänomene zu berücksichtigen, die durch diese schwere Krise entstehen. So betreuten früher die Großeltern, die nicht mehr arbeiteten, ihre Enkelkinder nach Schulschluss; jetzt aber sind auch die Großeltern gezwungen, weiter zu arbeiten, um die elementaren Familienkosten zu decken. Das bedeutet, dass es niemanden mehr gibt, der tagsüber und nach der Schule Kinderbetreuung anbietet. Auch wenn diese Situation ein wenig „extrem“ und sporadisch erscheinen mag, so ist es am Ende doch meistens so, dass die Betreuungsplätze, die wir für einen ganzen Tag anbieten, zuerst vergeben sind.

Wie viele Plätze haben Sie derzeit im Kindergarten?

Zur Zeit betreuen wir 250 Kinder, von denen 75 den ganzen Tag bleiben. 175 werden halbtags, d.h. während vier Stunden betreut.



Die Eltern werden bei der Entwicklung der kleinen Kinder unterstützt.

Wenn wir Argentinien mit anderen lateinamerikanischen Ländern vergleichen, stellen wir fest, dass das Land immer gut bewertet wurde, was Dienstleistungen im Gesundheits-, Bildungs- und Sozialbereich anbelangte. Mit der schweren Krise aber scheinen der Zugang sowie die Absicherung und Qualität der Dienstleistungen zu sinken ...

Auf der allgemeinen Ebene stimme ich zu. Der Zugang und auch die Qualität dieser Dienste sind in letzter Zeit zurückgegangen. Im konkreten Fall unserer Schule versuchen wir jedoch immer, unser Ziel nicht aus den Augen zu verlieren – trotz all der sich uns stellenden Probleme. Unser Ansatz ist es, unseren Schülern den bestmöglichen Service mit der bestmöglichen Qualität zu bieten, und dieselben Eigenschaften verlangen wir auch von unseren Lehrern und Mitarbeitern in ihrer Qualifikation und in ihrer täglichen Arbeit.

Haben Sie im Lauf der Jahre auch ein Netzwerk mit anderen Institutionen aufbauen können?

Ja, da die Situation für alle kompliziert ist, versuchen wir, uns zu tref-

fen, um uns gegenseitig zu helfen und zu unterstützen. Auf der Gesundheitsebene arbeiten wir beispielsweise mit den CESAC-Gesundheitszentren (Centres de Santé et d'Action Communautaire) zusammen. Mit den Mitarbeitern dieses öffentlichen und kostenlosen Netzwerks der primären Gesundheitsversorgung in der Stadt Buenos Aires koordinieren wir die systematische Überwachung der Wachstumskurve von Kindern und kümmern uns auch um die Impfung der Schüler. Wir sind der Meinung, dass wir mit diesem Service sowohl die Kinder als auch ihre Familien gut unterstützen. Ich bin der Meinung, dass, wenn jede Schule auch nur einen kleinen Beitrag für die Gemeinschaft leistet, dieser auch die Gesellschaft erreicht, zumindest die nächste Generation.

Und welche Ergebnisse zeitigt diese Vernetzung?

Sie sind extrem positiv und sogar lebenswichtig für uns. Wir versuchen, so viel wie möglich mit den Familien im Viertel und mit der Pfarrei, die uns ständig hilft und unterstützt, zusammenzuarbeiten. Alle zusammen ha-

(Fortsetzung auf der nächsten Seite)

(Fortsetzung der vorhergehenden Seite)

ben das gleiche Ziel: die Entwicklung der kleinen Kinder zu fördern und zu unterstützen. Der derzeitige Pater, Martin, hat auch die Aufgabe des gesetzlichen Vertreters des Kindergartens und der Grundschule übernommen, so wie es auch Pater Xavier zuvor getan hat. So konnten wir weiterhin mit der Gemeinschaft an unseren Hauptansätzen arbeiten und weiterhin die gleichen Dienstleistungen zum Wohle der Gemeinschaft erbringen.

Nutzen Sie auch die Vernetzung, um Familien in Schwierigkeiten aus dem Viertel zu unterstützen?

Ja, natürlich! In der Pfarrei haben wir einen Sozialarbeiter sowie einen Sozialassistenten, die auch im Kindergarten und in der Grundschule mitarbeiten. Diese Fachleute sprechen mit den Familien über ihre Bedürfnisse und Schwierigkeiten und leiten sie dazu an, sie zu lösen oder zu überwinden.

Arbeiten die Eltern mit der Schule zusammen und nehmen an deren Aktivitäten teil?

Natürlich. Wenn wir zum Beispiel im Gesundheitszentrum die Impfung von Kindern durchführen, begleiten die Eltern die Kinder und bringen alle notwendigen Dokumente zur Registrierung mit. In einigen Fällen ist es auch in ihrem eigenen Interesse, denn die Impfungen sind eine Voraussetzung, um Kindergeld beantragen zu können. Die Impfungen sind eine Verpflichtung für die Eltern und ein Recht für die Kinder.

Spielt das Familiengeld in dieser Krise eine wichtige Rolle?

Ja, natürlich! Wenn es uns in der Volkswirtschaft nicht allzu gut ergeht und der Ertrag daher gering ist, hilft das den Familien sehr bei der Unterstützung ihrer Kinder.



Wie ist es bei der Gesundheit? Übernimmt der Staat die Kosten dieser Familien?

In Argentinien bieten die öffentlichen Krankenhäuser eine kostenlose Gesundheitsversorgung für alle an: für diejenigen, die nicht arbeiten, für diejenigen, die im informellen Sektor arbeiten, sowie für diejenigen mit niedrigem Einkommen. Neben diesem öffentlichen Dienst haben die Arbeitnehmer des formellen Sektors Zugang zu privaten Krankenhäusern und Kliniken, weil sie von ihrem Gehalt Gesundheitsbeiträge zahlen, die ihnen auch bestimmte Angebote in der Apotheke gewähren. In unserer Pfarrei bieten auch wir den bedürftigsten Familien eine Apotheke mit Medikamenten an, zu denen sie Zugang haben, wenn es keine anderen Alternativen oder wirtschaftlichen Ressourcen gibt.

Zur Unterstützung des Viertels haben Sie vor einigen Jahren auch Berufsausbildungslehrgänge für Jugendliche eingeführt. Werden diese Kurse noch angeboten?

Ja! Jeden Tag nach dem Ende der Schulzeit für die Kinder kommen Ju-

gendliche in den Genuss einer Berufsausbildung. Derzeit bieten wir Kurse unter anderem für Köche, Elektriker und Schneider an.

Ein weiteres Pilotprojekt betraf junge Menschen mit Drogen- und Alkoholproblemen. Wie steht es darum?

Junge Menschen, die unter Drogen- und Alkoholproblemen leiden, finden eine Unterkunft in der „La casa de Maria“. Das Haus wurde vor einiger Zeit weiter ausgebaut und bietet nun auch jungen Menschen, die auf der Straße leben, Platz.

Seit Beginn dieses Projekts können wir eine sehr erfreuliche Entwicklung feststellen ...

... ja, in der Tat. Das kleine Korn, das vor über 50 Jahren mit dem Kindergarten gesät wurde, trägt heute reiche Frucht. Das Projekt kümmert sich um Jugendliche und Familien und wurde nun auch auf die Bedürftigsten und Menschen mit Drogen- und Alkoholproblemen ausgeweitet. Unser Projekt lässt sich wie folgt zusammenfassen: Wir versuchen allen Bedürftigen zu helfen – so gut wie wir können. Hector Valdés

Nos projets en Amérique latine



Nouvelle PNP
Fir d'Kanner a Latäinamerika



Comment soutenir notre ONG

Nouvelle PNP a.s.b.l.

Fir d'Kanner a Latäinamerika?

L'association sans but lucratif «Nouvelle PNP – Fir d'Kanner a Latäinamerika» est une organisation non-gouvernementale agréée par le ministère de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire.

Vous pouvez soutenir notre association de différentes manières:

- faire un don par virement
- établir un ordre permanent au profit de «Nouvelle PNP»
- faire un don à l'occasion d'événements familiaux (naissance, baptême, communion, anniversaire, mariage, départ en retraite, décès)

Toute personne peut déduire de son revenu imposable la somme des dons effectués à des ONGs agréées (article 7 de la loi sur la coopération au développement), si le cumul des dons est au moins égal à 120 euros par année d'imposition.

Nos comptes bancaires

CCPL: **IBAN LU11 1111 2308 4380 0000**

BCEE: **IBAN LU85 0019 1855 5910 8000**

BIL: **IBAN LU83 0022 1736 9326 8800**

PERIODIQUE



Port payé
PS/173

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

Nouvelle PNP a.s.b.l. - Fir d'Kanner a Latäinamerika b.p. 100 L-4901 Bascharage